

## CRISE POLITIQUE EN RDC :

**Edem Kodjo se rendra à Bruxelles pour rencontrer Etienne Tshisekedi**

P.6



Edem Kodjo, Facilitateur

## ROBERT MUGABE TACLE LES OCCIDENTAUX:

**"Nous devons avoir notre propre CPI pour poursuivre les occidentaux"**



Robert Mugabe

P.6

# Le DIALOGUE

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

N° 031 du 17 Juin 2016

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

## LIMITATION DE MANDATS PRÉSIDENTIELS EN AFRIQUE ET AU TOGO :

**Faure Gnassingbé : "Mon souhait (...) c'est que ce débat soit mené par les intellectuels, des universitaires et qu'ils puissent nous donner des pistes..."**



Le Président Faure Gnassingbé

**L**e chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, en fin de visite d'Etat en Allemagne a accordé une interview exclusive à notre confrère Deutsche Welle pour se prononcer sur la question de la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux en Afrique et au Togo. Sur cette question qui n'arrête de diviser l'opinion en Afrique et au Togo, le président de la république a donné son point de vue en insistant sur les enjeux du pouvoir qui militent en faveur d'une bonne volonté d'opérer les réformes.

Suite à la page 3

## LANCEMENT DU SOUS-PROJET DE PROTECTION DES ORPHELINS À YOKÉLÉ :

**LE PGICT AUX CÔTÉS DU CAST POUR UNE GESTION DURABLE DES TERRES**



Les officiels ...



P.5 Le Centre construit grâce au PGICT

## POLÉMIQUE AUTOUR DES RÉFORMES ET DE LA DÉCENTRALISATION AU TOGO :

**Les partis politiques et la Société Civile ont débattu de la question**



Isabelle Améganvi (-ANC)



Florent Maganawè (UNIR)



Dodzi Apévon (CAR)



P.3 Agbéyomé Kodjo (OBUITS)

## 26ÈME ÉDITION DE LA JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN : Kolani Yentcharé opte pour une éducation fondée sur le respect des principes et valeurs, source de développement

" *Conflits et crises en Afrique : Protégeons les droits de tous les enfants* " est le thème retenu pour la journée de l'enfant africain qui sera célébrée le 24 juin prochain. Pour ce fait la ministre de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation Tchabinandi Kolani Yentcharé a adressé le 15 juin dernier un message à l'endroit des enfants à l'occasion de cette 26ème édition.



Mme Kolani Yentcharé Tchabinadi, ministre de l'Action sociale

" Un monde digne des enfants se veut un monde exempt de guerres, de conflits et de terrorisme, un monde où tous les enfants sans exception aucune ont la possibilité de jouir en toute sécurité de leur droit à l'éducation, à la santé, à la sécurité.

Bref d'un environnement porteur de toutes opportunités propres au développement harmonieux des enfants, futurs acteurs du développement humain durable, pilier de l'émergence de tout pays ". Tel est en substance la déclaration de la ministre de l'action socia-

le. Ce sont ces raisons qui ont poussé le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant au choix de ce thème d'actualité.

A travers le choix du thème, cette 26ème édition, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant veut interpeler la communauté internationale en général et la communauté africaine en particulier à prendre conscience des effets des conflits sur le bien-être des enfants et à prendre des mesures appropriées pour sauvegarder et préserver

les intérêts légitimes des enfants, leurs droits à une vie saine et harmonieuse, à l'éducation, à la santé, aux jeux et aux loisirs.

Pour cette édition la ministre a saisi l'occasion pour insister sur la place importante qu'occupe l'éducation de base dans le maintien de la paix, de la cohésion entre les filles et les fils d'une même nation. Une éducation qui selon elle puise sa source au sein de la famille et de la communauté. C'est pourquoi elle invite chaque parent à pouvoir fon-

der l'éducation des enfants sur le respect de ces principes et valeurs qui sont le fondement d'un véritable développement.

Notons que pour cette année la ministre avec l'appui de ses différents partenaires se propose de mener des actions de sensibilisation à l'endroit des

enfants, des jeunes, et des parents sur les conséquences des crises et conflits ainsi que sur la responsabilité de chaque acteur dans le maintien d'un climat de paix pour le bien-être des enfants du Togo.

Kodjovi

**Luttons tous  
contre la violence  
pour un Togo  
paisible !**

**LES NUMEROS VERT DE L'OTR**

<p>POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER</p> <p><b>N° VERT 8280</b></p> <p>Anticorruption</p>	<p>POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE</p> <p><b>N° VERT 8201</b></p> <p>Renseignements</p>
---	---

**OTR** FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

**TARIF  
UNIQUE?  
ET EN  
BAISSE?**

**WAOUHHH!!!**

**TOGOCEL** vers tous les réseaux nationaux

# POLÉMIQUE AUTOUR DES RÉFORMES ET DE LA DÉCENTRALISATION AU TOGO : LES PARTIS POLITIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE ONT DÉBATTU DE LA QUESTION

Depuis le forum organisé par la plate-forme Justice et Vérité animé par LCF à Lomé et conviant les partis politiques et la société civile, la polémique est née autour de la caducité de l'APG.

Il nous en souvient que lors de cette conférence à laquelle UNIR, le CAR, l'OBUTS et l'ANC ont pris une part active pour débattre des questions liées aux réformes politiques et à la décentralisation, la caducité de l'APG dont a évoqué M. Florent Maganawè, a donné libre cours à des critiques acerbes. Les thèmes choisis au cours de ce débat public étaient réformes politiques et décentralisation.

Le représentant le parti au pouvoir M. Florent Bagam Maganawè avait expliqué que, l'Accord politique global (APG), signé en août 2006 à Ouagadougou entre les partis politiques de l'opposition et UNIR est devenu caduc.

" L'APG est dépassé parce que la Commission électorale nationale indépendante, le découpage électoral, les droits de l'homme, beaucoup de choses ont été faites et c'est dans l'APG ", avait-il déclaré lors de son intervention.

Cette déclaration a donné lieu à des réactions non seulement des partis politiques présents mais aussi de la société civile à l'instar de Bâtir le Togo de Me Yaovi Dégli. Chacun en ce qui le concernait a tenté de donner son approche par rapport à cette question de réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Pour Me Isabelle Améganvi, présidente du groupe parlementaire ANC, les explications de l'ancien ministre frisent l'entendement selon lequel, UNIR ne veut pas des réformes. Pour elle, l'ANC a été accusé d'être le parti qui a fait tout pour saboter les réformes.

Me Jean Yaovi Dégli, quant à lui, pense que la communauté internationale et nationale a compris que le Togo avait un certain nombre de problèmes récurrents dont les plus importants sont les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Pour ce qui est du président national du CAR Me Dodji Apévon, il s'est dit ne pas être étonné d'entendre le représentant du pouvoir dire que l'APG est devenu caduc.

L'ADDI, le parti du prof Aimé Gogué était représenté par le Dr Kperkouma Walla à ce débat initié par la PCJV. Le docteur Walla a donné son approche sur de la caducité de ces réformes en révélant que la Commission vérité justice et réconciliation dans son rapport de fin de mission a parlé de ces réformes politiques.



Isabelle Améganvi (-ANC)



Florent Maganawè (UNIR)



Dodji Apévon (CAR)



Agbéyomé Kodjo (OBUTS)

Pour M. Agbéyomé Kodjo, président de l'OBUTS, il a rappelé que la crise politique est née au Togo, du fait de la forfaiture de l'opposition togolaise qui a boycotté les élections d'octobre 2002. Selon lui, le boycott de l'opposition a permis au Rassemblement du peuple togolais à l'époque, de disposer des 4/5 à l'Assemblée nationale pour modifier la Constitution en ses points concernant l'âge d'éligibilité, la limitation de mandat et le scrutin uninominal majoritaire à deux tours. L'ancien président de l'assemblée nationale, a expliqué également que, c'est la source de la crise politique au Togo.

Pour le second sujet qui portait sur la décentralisation, c'était une opportunité pour le Directeur de la décentralisation, M. Amlalo

Messan Sédoh de donner son point de vue sur la question. " Je pense que l'APG ne peut pas être enterré. Il faut avancer davantage pour que les réformes soient faites et que le peuple soit ragaillard ", a-t-il souhaité.

Comme la guéguerre entre les leaders de l'opposition ne finit toujours pas, c'était pour eux, une aubaine d'exposer leur égo à cette rencontre en des termes qui laissent croire que, l'opposition dans son ensemble n'est pas prête pour travailler à l'unisson.

Me Isabelle Améganvi de l'ANC en ce qui la concerne pense que toutes les stratégies ont été expérimentées, notamment le projet de loi déposé au parlement, les manifestations dans les rues, les débats et les émissions. Cette manière de

voir les choses n'a pas été du goût de l'ancien premier ministre, Agbéyomé Kodjo qui a réagi en affirmant que, la politique est une question de rapport de forces et les forces qui veulent voir ces réformes réalisées, doivent se réunir et se mobiliser.

En somme, les partis politiques, la société civile et le public ont été unanimes que, les marches organisées tous les samedis par l'ANC pour réclamer les réformes, sont devenues improductive. C'est fort de ce constat que, Me Apévon, a relevé que, l'opposition souffre parce qu'elle fait trop de calculs politiques depuis 1990, date de l'avènement de la démocratie au Togo.

En ce qui concerne la question axée sur la décentralisation, le

Directeur de la décentralisation a insisté sur les questions de procédure dans la mise en œuvre de cette question qui suscite intérêt sur la scène politique togolaise.

La dernière chose qui a été faite dans ce processus selon lui, est l'élaboration d'une feuille de route de la décentralisation et des élections locales. Pour ce faire, un comité technique a été mis en place, a fait son travail et déposé un rapport en septembre 2015. A partir de cela, les textes ont été proposés.

Le premier concerne la création de quatre (4) préfectures et des communes. Le second texte, selon lui, n'a pas encore fait l'objet de discussion à l'Assemblée nationale. Il s'agit du texte créant des communes sur l'ensemble du territoire en

Suite page 7

## LIMITATION DE MANDATS PRÉSIDENTIELS EN AFRIQUE ET AU TOGO :

**FAURE GNASSINGBÉ : "Mon souhait (...) c'est que ce débat soit mené par les intellectuels, des universitaires et qu'ils puissent nous donner des pistes..."**

Le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, en fin de visite d'Etat en Allemagne a accordé une interview exclusive à notre confrère Deutsche Welle pour se prononcer sur la question de la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux en Afrique et au Togo.

Sur cette question qui n'arrête de diviser l'opinion en Afrique et au Togo, le président de la république a donné son point de vue en insistant sur les enjeux du pouvoir qui militent en faveur d'une bonne volonté d'opérer les réformes.

" L'interrogation qui est la mienne aujourd'hui, c'est de savoir si on peut appliquer la même règle dans tous les pays, est-ce qu'une seule règle peut convenir à tous les pays ? Le débat est lancé. La 2ème chose, parce qu'il y a une limitation le peuple doit rester muet ? Les intentions sont louables quand on veut créer un débat pour changer la Constitution. Disons que c'est un peu les enjeux de pouvoir ", a expliqué le chef de l'Etat à Deutsche Welle. On peut comprendre dans cette déclaration que, la problématique de limita-



Le Président Faure Gnassingbé

tion de mandat préoccupe les autorités togolaises en ce sens que, pour éviter que les politiques ne soient juges et parties, le président Faure propose que ce débat ne soit pas mené par eux.

"Mon souhait en tant qu'Africain, c'est que ce débat soit mené par les intellectuels, des universitaires et qu'ils puissent nous donner des pistes. Je crois que l'Afrique aujourd'hui regorge d'intellectuels, d'universitaires et d'une société civile assez dynamique qui peuvent mener ce débat", a souhaité M. Faure Gnassingbé.

En tout état de cause, Le président Faure Gnassingbé a déclaré en substance qu'on ne peut pas imposer ce nombre de mandats à

deux dans tous pays, au risque de créer des problèmes. Mais il a estimé également que, le mandat présidentiel ne peut pas rester illimité.

" Je pense que si on uniformise toutes les Constitutions où tout est limité à deux mandats, il y aura problème ici ou là parce que nous n'avons pas les mêmes situations et les mêmes histoires. Si on supprime aussi cette limitation, nous venons de quelque part, d'une situation où on trouvait les règnes un peu trop longs et nous avons trouvé ce moyen de correction qui a fait ces preuves dans des cas mais qui n'a pas permis d'éviter des crises dans d'autres cas. C'est une question difficile et c'est avec toute humilité que

le débat soit ouvert sans tabou et sans arrière-pensée ", a expliqué Faure Gnassingbé.

Cependant, il a insisté sur le fait que, "ce qui est dangereux, c'est d'instrumentaliser cette question d'une manière ou d'une autre".

Dans le cas d'espèce de notre pays le Togo, le chef de l'Etat est conscient des efforts consentis par les autorités togolaises en reconnaissant qu'une réforme politique est déjà programmée et prévue et le débat aura bel et bien lieu.

Face à cette interview du chef de l'Etat, les réactions ont fusé de partout sur la scène politique togolaise et dans l'opinion.

Pour l'instant, le chef de l'Etat a lancé le débat en estimant que, les intellectuels et les universitaires seront à même de nous situer sur cette question de limitation. Dans un pays qui aspire à la démocratie comme le nôtre, chacun est libre de donner son point de vue face à un problème donné. Tout compte fait, le président Faure Gnassingbé a reconnu que le débat sur les réformes politiques prendra corps dans les règles de l'art.

KADI

# VISITE DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ EN ALLEMAGNE : L'ALLEMAGNE ACCOMPAGNE LE TOGO DANS SON DÉVELOPPEMENT

*Du 09 au 13 Juin dernier, le président Faure Gnassingbé a séjourné en Allemagne dans le cadre d'une visite d'Etat qui s'inscrit dans le cadre du renforcement d'amitié et de coopération entre l'Allemagne et le Togo. Le président de la république togolaise est arrivé mercredi dans l'après-midi avec une forte délégation et accueillis solennellement par de hautes personnalités de la république fédérale d'Allemagne.*

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a ensuite rencontré jeudi après-midi au château de Bellevue à Berlin son homologue Allemand, Joachim Gauck, le président Fédéral. Il a saisi cette opportunité pour échanger avec le président Allemand sur

sieurs financements dans l'énergie et pour la construction du petit contournement de Lomé. Aussi faut-il souligner que, le président Faure Gnassingbé a rencontré la chancelière Allemande Angela Merkel. Lors d'un entretien entre Faure et Angela, la chancelière Allemande est restée confiante pour les efforts des autorités togolaises dans plusieurs domaines. " Le Togo est sur la voie du progrès, les résultats sont très encourageants et l'Allemagne est naturellement disposée à s'engager pour la réussite de cet ambitieux projet ". a-t-elle déclaré.

A Berlin où cette rencontre a eu lieu, la Chancelière Angela Merkel a indiqué que son pays appréciait à leur juste valeur les avancées démocratiques et éco-



teur d'automobiles Allemands qui occupe le marché international grâce à de nombreuses innovations à son actif.

La nouvelle qui apporte du baume au cœur lors du séjour de Faure Gnassingbé en Allemagne est l'accord signé pour une aide de 60 millions d'euros au Togo, pour la période 2016-2017. Cet accord a été signé à Berlin entre le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey et le ministre allemand de la Coopération Gerd Müller en présence du président Faure Gnassingbé. C'est un appui qui vient s'ajouter à la contribution allemande au budget européen en faveur du Togo qui représente 20% du XIe FED. Ce don porte sur des secteurs jugés prioritaires par Berlin : énergie, santé, agriculture, formation technique et professionnelle, gouvernance et décentralisation.

A cet effet, Gerd Müller a vanté la stabilité politique et économique du Togo et invité les pays de l'Union européenne à considérer l'aide à notre pays comme prioritaire. En dehors de ceci, M. Horst Seehofer, Premier ministre bavarois et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU) en Bavière, s'est entretenu lundi à Munich avec le président Faure Gnassingbé.

Les échanges ont porté sur la coopération bilatérale avec la volonté affichée d'inciter les grandes entreprises locales à investir au Togo.

La crise des migrants a aussi été abordée. Une question sensible ici car la Bavière accueille une grande partie des réfugiés arrivés récemment en Allemagne.

Le chef de l'Etat a également participé à un banquet d'honneur au château de l'ancien roi de Bavière. Au dernier jour de

sa visite officielle en Allemagne, le président Faure Gnassingbé était dans la matinée à Munich à un Forum consacré à l'investissement au Togo.

Il s'est également entretenu avec Ilse Aigner, vice-Premier ministre de Bavière et ministre de l'Economie.

Dans l'après-midi, il s'est rendu à la Mairie de Munich avant des entretiens avec le Premier ministre, Horst Seehofer et le ministre de l'Intérieur, Joachim Hermann.

Commerce et de l'Industrie, et de Abla Bidamon, le ministre des Mines et de l'Energie ont intervenu sur des questions importantes.

Plusieurs thématiques étaient au programme : les relations politiques et économiques entre le Togo et l'Allemagne, le Togo comme marché d'entrée dans l'espace CEDEAO et la stratégie en matière énergétique.

Des hommes d'affaires allemands actifs au Togo ont également pris la

parole.

La Bavière est un partenaire traditionnel et historique du Togo. En se souvient de la proximité entre l'ancien président Gnassingbé Eyadema et Franz Joseph Strauss, président du Land de 1978 à 1988. Le 'taureau de Bavière' avait effectué de nombreux séjours à Lomé.

La Bavière est enviée, admirée, affectionnée.

La visite d'Etat du chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est terminée sur une note d'espoir



Faure Gnassingbé (dt) et la Chancelière allemande, Angela Merkel (g)

les relations qui existent les deux pays. En fin d'audience chez Joachim Gauck, le président Faure a signé dans le livre d'or de la présidence de la république fédérale d'Allemagne.

Ensuite les responsables de la KfW (Banque publique allemande) ont accueilli, le président Faure Gnassingbé et sa délégation dans les bureaux de leur institution à Berlin.

M. Norbert Kloppenburg, le vice-président, qui s'était rendu à Lomé en avril dernier à l'occasion du Forum économique Togo-Allemagne, a évoqué la relation historique entre la Banque et le Togo et l'efficacité des projets financés.

La KfW est très active au Togo depuis de nombreuses années avec un engagement de 499 millions d'euros sur la période 1959-2014.

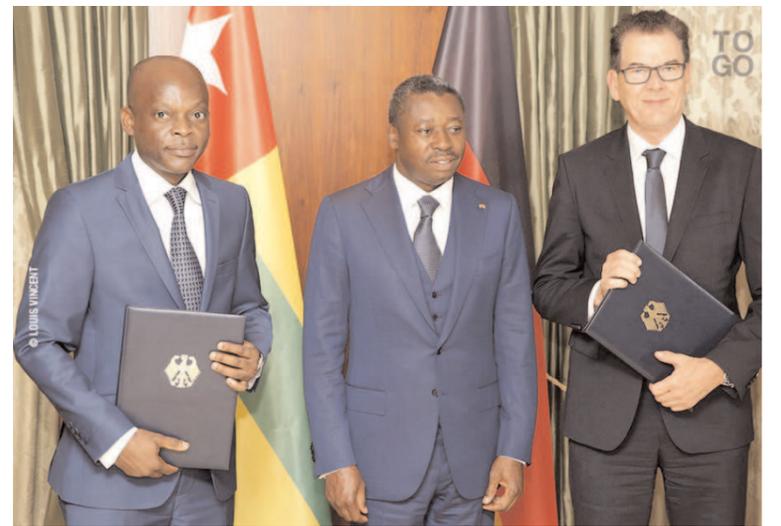
La Banque et le gouvernement togolais ont fixé des objectifs qui portent sur 3 pôles prioritaires, la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes, le développement rural, l'agriculture et l'appui à la décentralisation. La KfW a accordé récemment plu-

nomiques de son ex-colonie.

Angela Merkel et Faure Gnassingbé ont aussi évoqué les moyens d'accroître la relation bilatérale, en l'occurrence pour tout ce qui concerne le volet investissement privé.

Pour ce qui est de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, la Chancelière a fait part de sa préoccupation après les récentes attaques terroristes dans cette région. Les deux personnalités ont évoqué les questions portant sur l'immigration, un sujet qui est au centre de débats au sein des pays Européens. A cet effet, l'Allemagne a accueilli de nombreux migrants venus principalement de Syrie, mais le flux en provenance d'Afrique est constant.

Cette visite a amené le chef de l'Etat et sa délégation à rencontrer le président du Bundestag, Norbert Lammert, qui était en compagnie du ministre de la coopération M. Gerd Müller. Lors de cette rencontre, le président Faure a saisi cette occasion pour faire un tour dans la Bavière où il s'est rendu au siège de BMW, le construc-



L'Allemagne décaisse une aide de 60 millions d'Euros en faveur du Togo

Dans le cadre d'une conférence à laquelle a assisté Ilse Aigner, vice-président du Land et ministre de l'Economie, M. Robert Dussey, le chef de la diplomatie, de Bernadette Legzim-Balouki, ministre du

avec la rencontre de la diaspora togolaise en Allemagne à Berlin. Le Togo sort bénéficiaire de cette visite sur le plan économique, politique et financier pour son développement.

**Le Dialogue**

**Le DIALOGUE**  
Hebdomadaire Togoais d'information, d'analyse et de publicité

**Directrice de la Publication :** Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

**Rédacteur en chef :**  
Pouli Pierre (91 96 04 53)

**Imprimerie :**  
LA COLOMBE

**Rédaction :**  
Kadi, Pouli Pierre,  
Appolinaire, Junior Agbé

**Tirage :**  
1.500 exemplaires

# LANCEMENT DU SOUS-PROJET DE PROTECTION DES ORPHELINS À YOKÉLÉ : LE PGICT AUX CÔTÉS DU CAST POUR UNE GESTION DURABLE DES TERRES

" Lorsque quelqu'un a faim, vaut mieux lui apprendre à pêcher que de lui donner du poisson " dit un proverbe chinois. C'est ce à quoi ont assisté les autorités locales de la préfecture de l'Ogou à travers le lancement du sous projet d'amélioration de la capacité d'accueil et de prise en charge des enfants en difficulté du Centre d'Acton Sociale au Togo (CAST) qui s'est déroulé le 13 juin dernier à Yokélé situé à 3 km de Kpalimé.

Initié par le ministère de l'environnement et des ressources forestières par l'intermédiaire du Projet de Gestion intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) ce sous projet de protection des orphelins de Yokélé vient donner un coup de pouce à l'autonomie financière du CAST et aux innovations que le centre a eu à faire en matière de Gestion Durable des Terres.

Etaient présent lors du lancement, M. SAMA Boundjouw, Secrétaire Général du ministère de l'Environnement représentant le ministre, Mme Joëlle BUSINGER, représentante Résidente de la Banque Mondiale au Togo, M. Amidou MOROU, Coordonnateur du PGICT, Mme YEVU Mana, présidente du CAST, M. TODZRO Mensah, directeur exécutif de l'ONG " Les Amis de la Terre " ainsi que les bénéficiaires.

Les enfants ont besoin d'être pris en charge de la meilleure façon possible pour devenir des adultes, culture écologique des produits de maraîchage, de légumes ainsi que leur transformation et leur mise



Mme Joëlle Businger, représentante résidente de la BM au Togo, lors de son allocution

agents du centre sur les innovations techniques, les bonnes pratiques agro-écologiques et les nouvelles activités à initier.

Aujourd'hui l'on doit reconnaître que " la tâche est immense mais les ressources

remercier la Banque Mondiale qui a accepté d'accompagner le gouvernement pour l'exécution de la présente initiative. Il a par ailleurs remercié les initiateurs de ce centre qui dans la discrétion construisent les édifices qui du moins paraissent invisibles à leurs yeux.

Aux bénéficiaires, il leur a souhaité du courage et les a invité à l'utilisation judicieuse des ressources allouées pour le bien des enfants qu'ils ont en charge afin que l'objectif fixé à travers ce projet soit atteint.

Pour le coordonnateur du PGICT ainsi que toute l'équipe de l'Agence d'Appui aux Initiatives à la Base (AGAIB-Plateaux), la représentante Résidente de la Banque Mondiale au Togo Joëlle BUSINGER leur a demandé de toujours continuer par accorder une bonne attention à la mise en œuvre des activités de ce sous-projet, afin que les résultats envisagés soient pleinement réalisés.

Car, elle a estimé qu'à tra-

vers cette gestion durable dont dispose ce centre, ils pourront arriver à assurer sa survie, favoriser l'éducation et l'insertion de ces enfants vulnérables et, à terme, contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté.

Très heureux, Mme YEVU Mana présidente du CAST a remercié le coordonnateur du PGICT, la Banque Mondiale et le gouvernement togolais pour l'initiative. Car selon elle c'est un soutien qui vient sauver les vies et combattre en même temps la misère, la pauvreté qui est un ulcère pour l'humanité.

Signalons que le CAST est situé à 3 km de la ville de Kpalimé (120 km de Lomé) et prend en charge 414 enfants dont les parents sont soit décédés ou vivants mais sans moyens adéquats pour subvenir à leurs besoins. C'est un centre qui s'appuie sur l'élevage et l'agriculture dans le but de satisfaire les besoins alimentaires des enfants.

Elom



Vue partielle des officiels

capables de contribuer le moment venu au développement de la nation.

C'est pourquoi le coordonnateur et tous ses collaborateurs n'ont pas voulu rester indifférents à la situation de vulnérabilité et de précarité que vivent les enfants du CAST.

Pour ce faire, ils ont décidé de les accompagner à travers le lancement du sous projet d'amélioration de la capacité d'accueil et de prise en charge des enfants en difficulté.

C'est un sous projet qui va permettre au centre d'accroître entre autres l'exploitation agro-écologique à travers la

sur le marché.

Il favorisera aussi la diversification à travers l'élevage de volailles, la pisciculture, l'apiculture, la myciculture et la formation des

sont limitées ", a déclaré le Secrétaire Général du Ministère de l'environnement et des Ressources forestières, qui n'a pas manqué de féliciter les initiateurs de ce projet et de



Les bénéficiaires



# PROTECTION DES ENFANTS ET PROMOTION DE LA SANTÉ ET DROITS SEXUELS GÉNÉSIQUES : RENCONTRE D'ÉCHANGES DES PARLEMENTAIRES SUR LA BUDGÉTISATION

Contribuer à une meilleure protection des enfants et à la promotion de la Santé et Droits Sexuels Génésiques (SDDSG) est la lutte que mènent plusieurs organisations de la société civile togolaise. Une lutte qui se manifeste par diverses actions pour une instauration d'un Etat de droit. C'est dans cette perspective que le Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET) en partenariat avec l'Association Togolaise pour le Bien-être Familial (ATBEF) a organisé le 15 juin dernier à l'hôtel Ibis une rencontre d'échange des parlementaires sur la budgétisation sensible à la protection de l'enfant et à la promotion de la SDG.

Aujourd'hui après s'être acquitté de ses obligations, le Togo a présenté ses 3ème et 4ème rapports périodiques au



Vue partielle des participants en atelier

comté des droits de l'enfant de Genève qui a formulé à son tour des recommandations à l'Etat togolais.

De ces recommandations, il ressort que celle qui est consacrée à l'allocation des ressources fait que les résultats ne sont pas toujours atteints malgré les stratégies qui ont été mises en œuvre par l'Etat et la société civile.

C'est pourquoi le Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET) en partenariat avec l'Association Togolaise pour le Bien-être Familial (ATBEF) a jugé utile de joindre les parlementaires aux discussions. Car les députés sont appelés à voter des lois et d'interpeller le gouvernement sur la mise en œuvre des projets

comme " Suivi des droits de l'enfant et recevabilité de l'Etat " et " Promotion des droits des adolescents à la santé sexuelle et génésique au Togo ".

Appuyer financièrement par Plan international Togo et l'Union Européenne, cette rencontre a permis de mener des discussions approfondies sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier de 2014. Elle a aussi amené tout un cha-

cun à apporter des formations sur la santé génésique et droit sexuels et aussi sur l'éducation sexuelle complète.

Signalons qu'à l'issue de cette rencontre, des orientations ont été définies pour la suite de la collaboration afin qu'une budgétisation sensible à la protection de l'enfant et à la SDDSG des adolescents soient dégagées dans les jours à venir.

Junior

## ROBERT MUGABE TACLE LES OCCIDENTAUX :

### " NOUS DEVONS AVOIR NOTRE PROPRE CPI POUR POURSUIVRE LES OCCIDENTAUX "

Connu pour ses sorties fracassantes, Robert Mugabe le président du Zimbabwe a encore fait une déclaration des plus osées qu'on a rarement entendu d'un chef d'Etat africain.

11 ans ? Nous leur avons pardonné, mais peut-être nous n'avons pas rendu la justice. Nous devons mettre en place une Cour Pénale Internationale, nous devons avoir notre propre CPI pour poursuivre

## CRISE POLITIQUE EN RDC :

### EDEM KODJO SE RENDRA À BRUXELLES POUR RENCONTRER ETIENNE TSHISEKEDI

Le facilitateur de l'Union africaine, Edem Kodjo, se rendra cette semaine à Bruxelles. Objectif : tenter de rencontrer le conseil des sages de l'opposition présidé par Etienne Tshisekedi. Mais avant de s'envoler pour la Belgique, l'ancien Premier ministre togolais a tenu à faire un point mardi 14 juin sur l'avancée de ses travaux.

Pour Edem Kodjo, la création d'un groupe de soutien international à sa facilitation tend à répondre " aux exigences maintes fois formulées par l'opposition du fameux panel ". L'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les Nations unies et les deux organisations sous régionales (la SADC et la CIRGL) font partie de cette coalition de soutien internationale. Sauf les Etats-Unis, sur lesquels le camp présidentiel aurait mis son veto.

" Si les ambassades de certains pays occidentaux souhaitent nous rencontrer pour savoir ce qui se passe, nous discuterons avec eux. Mais nous n'aurons pas tout devoir retenir des Etats individuels ", répond Edem Kodjo.

#### Une possibilité de dialogue avec l'opposition

Sur le refus du dialogue convoqué par Joseph Kabila au profit d'une application intégrale de la dernière résolution du Conseil de sécurité (principale



Edem Kodjo lors d'une conférence de presse à Kinshasa, le 14 juin 2016

conclusion du conclave de Bruxelles), Edem Kodjo sourit : " J'ai lu la résolution 22-77. Elle demande expressément à toutes les parties de rentrer dans le dialogue que je facilite actuellement. "

Pour le facilitateur de l'UA, il y a encore une possibilité de dialogue avec l'opposition. " On a fait beaucoup d'efforts et on a laissé beaucoup de temps à la réflexion pour tous ceux qui ne veulent pas aller au dialogue. Mais derrière ce qui s'est passé à Bruxelles, il y a quand même quelques éléments qui m'amènent à croire qu'il y a encore une possibilité ", estime-t-il.

" Nous nous félicitons que monsieur Kodjo ait décidé de venir rencontrer le président du Conseil, monsieur Etienne Tshisekedi, à Bruxelles ", déclare Bruno Tshibala, secrétaire général adjoint de l'UDPS. " Mais il

n'est pas question d'aller à un dialogue qui aurait comme origine l'ordonnance de monsieur Kabila. Nous considérons que monsieur Kodjo reste le facilitateur du dialogue, mais il assure la facilitation sous l'encadrement du panel des représentants des organisations qui l'avaient adoubé comme facilitateur ", poursuit-il.

Bruno Tshibala va plus loin : " Nous exigeons aussi la présence des Etats-Unis d'Amérique. " Pour lui, les Etats-Unis ont " un représentant spécial " dans la région des Grands Lacs. " Nous pensons que lorsque monsieur Edem Kodjo viendra rencontrer le président [Etienne Tshisekedi ; Ndlr], nous allons examiner tout cela dans l'intérêt du peuple congolais, la réussite de ce dialogue ", conclu-t-il.

Rfi.fr



Robert Mugabe

Selon l'homme fort du Zimbabwe, l'Afrique devrait mettre en place sa propre cour de justice à l'image de la Cour pénale internationale (CPI), qui sera chargée de poursuivre les leaders occidentaux qui ont commis des crimes sur le continent africain, rapporte le journal " ChronicleNewspaper ".

Mugabe a indiqué qu'il est grand temps que l'Afrique établisse une Cour criminelle qui rendrait la justice pour les crimes de guerre " sérieux " et les crimes contre l'humanité perpétrés par l'Occident en Afrique, notamment durant l'époque coloniale.

"Ils ont commis des crimes, des crimes coloniaux en abondance, le massacre de nos peuples avec tous ces cas d'emprisonnement. Je fus l'un de ces cas, pourquoi ai-je été emprisonné pendant

les Européens, pour poursuivre M. George Bush et M. Tony Blair." a déclaré Mugabe dans les colonnes du journal.

AM: Il ne faut surtout pas oublier Nicola Sarkozy (Côte d'Ivoire et Libye )

Mugabe avait déjà dit en juin 2015 au cours du sommet de l'Union africaine (UA) à Johannesburg que la Cour pénale internationale était un tribunal organisé par les pays Occidentaux, jetant l'injustice occidentale sur les Africains.

Il faut rappeler que Robert Mugabe en tant que grand panafricain nationaliste s'est toujours montré très critique envers la Cour pénale internationale qui jusqu'à ce jour n'a jugé essentiellement que des dirigeants africains...

AfrikMag

Pour vos annonces et publicités, contactez nous au 92 70 73 36

# LE PARCOURS INATTENDU DE FAURE GNASSINGBE !

*Il ne parle pas beaucoup, il ne sourit pas beaucoup, il ne s'énerve pas souvent, il ne s'émeut pas pour un OUI ou un NON, mais il nous a tous surpris ! FAURE GNASSINGBE mène sa barque avec un style propre à lui, fait de pragmatisme, de réalisme, d'audaces et de pondérations mûries... Même si d'aucuns le prenaient pour un être instable, indécis, hésitant...*

Personne ne vendait chère sa peau en 2005, à son arrivée au pouvoir, dans des conditions épouvantables et hautement incertaines. Boudé par toute la communauté internationale et une très grande partie de l'opinion nationale, comment cet homme à l'allure faussement insouciant, a pu, au bout de deux mandats, déjouer tous les pronostics défavorables sur sa personne, et devenir presque le chouchou des français, des allemands, des américains, des chinois, et des pays arabes ? Comment a-t-il pu retourner l'opinion nationale et rafler 62 sièges sur 91 aux dernières législatives de 2013, et se faire élire sans coup férir à la présidentielle d'avril 2015 ?

Trois éléments ont joué et contribué à hisser Faure Gnassingbé sur le toit de l'hôtel RADISON BLUE 2 FEVRIER :  
-l'incurie de l'opposition togolaise ;  
-le nouveau visage politique du continent africain avec son défi sécuritaire ;  
-la vision pragmatique de Faure Gnassingbé

**A) L'incurie de l'opposition togolaise**

A deux ans des prochaines législatives, l'opposition togolaise, ou ce qui en reste, n'a que deux mots à la bouche : RÉFORME CONSTITUTIONNELLE ! Mais bon Dieu, qui fait les réformes constitutionnelles dans une démocratie ? Ce sont les élus du Peuple, c'est-à-dire les députés, à l'Assemblée nationale, ou le Peuple, par référendum, et les conditions d'organisation d'un référendum constitutionnel au TOGO sont clairement définies dans l'article 144, titre XIII de notre Constitution...

Et quelle réforme constitutionnelle l'opposition veut avoir, si elle n'a pas assez d'élus au Parlement ? Les 29 députés se réclamant tant bien que mal de l'opposition ne font pas le poids et si nous ne prenons garde, UNIR va obtenir 74 ou 75 élus aux prochaines législatives, soit bien plus que les quatre cinquième (4/5) requis pour opérer au Parlement, une révision constitutionnelle en faveur de UNIR (4/5 de 91 = 72,8) ! Les députés vont voter quel projet de loi de révision constitutionnelle, et ce projet sera présenté par qui ? Et aujourd'hui, l'opposition est représentée honnêtement par qui ?

"Jean-Pierre Fabre, qui ne connaît que deux mots dans sa vie (MOBILISATION et MARCHÉ)

**"Brigitte Adjamagbo-Johnson**, qui semble avoir mis la CDPA sous tutelle de CAP 2015 et qui interpelle les Présidents ghanéen et ivoirien pour venir régler je ne sais quels problèmes au Togo (et ça se dit chef de parti politique !)

"**Aimé Gogué** avec son ADDI cantonné seulement dans le TONE, et qui fait aussi cavalier seul ?

"Les leaders des partis politiques epsilon qui n'ont pas plus de 50 militants dans leurs besaces ?

Ma conviction profonde est que ces leaders politiques se fichent pas mal des législatives qui arrivent à grands pas et sont sûrement achetés- je dis bien achetés - pour perdre encore les prochaines législatives !...

Les péchés originels de l'opposition togolaise ont toujours été l'adésunion et l'irresponsabilité : l'UFC originelle se considérait comme le seul vrai parti de l'opposition au Togo et tous les autres partis comme des béquilles du parti au pouvoir (dixit Gilchrist OLYMPIO, Jean-Pierre FABRE, Brigitte Améganvi, Patrick Lawson et Cie) ! ... Puis, c'est l'UFC qui explose, avec le BRUTUS togolais, Jean-Pierre FABRE et ses Libérateurs, qui poignent l'Empereur Gilchrist Olympio et créent l'ANC, avec la même philosophie et les mêmes pratiques périmées apprises au sein de l'UFC, mais doublées d'une incompétence notoire... Avec un foin de tonnerre, Jean-Pierre Fabre et ses Libérateurs n'arrivent à glaner que seize députés aux législatives de 2013 pour l'ANC (sur 91), alors que UFC avait raflé 27 élus (sur 81 sièges que comptait l'ancien Parlement) en 2007 !

La CDPA, le Parti intello, n'a pu récolter aucun siège et est fondu dans les accessoires de maquillage de la dame ADJAMAGBO et a définitivement perdu son aura d'antan, de sous le professeur Léopold Gnininvi...

Comme deux malheurs n'arrivent jamais seuls, c'est au CAR de Me YAOVI AGBOYIBO qu'un autre BRUTUS se pointe et mène une guerre de chiffonnier avec le Bélier noir ! Son bras doit ou gauche, DODZI APEVON a assimilé les leçons de Fabre et Cie et poigne aussi le CESAR AGBOYIBO !...

Les forces me manquent pour poursuivre l'odyssée pourrie des autres partis politiques de l'opposition...



Dr David IHOU

**B) Le nouveau visage politique africain, avec son défi sécuritaire**

Après l'assassinat de Mouammar KADHAFI et le bordel créé dans ce pays, après l'échec du printemps arabe en EGYPTTE, en Syrie, en Algérie, et même en Tunisie (Ben ALI est parti mais c'est un cacique de Bourguiba, BejiCaïd Essebsi qui est au pouvoir, avec les islamistes de Ennahda), après l'intrusion des radicaux islamistes au Mali, et surtout, avec les horribles dégâts causés par BOKO HARAM au Nigéria et dans les pays voisins, la donne politique a changé en Afrique ! La sécurité est la priorité des priorités... la SÉCURITE, toute la Sécurité, rien que la SÉCURITÉ... Le coup de fil pathétique du président intérimaire malien Dioucounda Traoré à François HOLLANDE a résonné dans les oreilles de tous les dirigeants européens, américains, et chinois :

" Monsieur le Président, si vous n'intervenez pas aujourd'hui même, demain, je serai mort et les

djihadistes seront à BAMAKO " !

Blaise Compaoré emporté par la rue, la France- Afrique a fait élire intelligemment Rock Christian Marc KABORE pour le remplacer et le pion français est jalousement gardé à OUAGA ! Alassane OUTTARA est adoubé à ABIDJAN, IBK à Bamako, Macky SALL à DAKAR, Patrick TALON à COTONOU et le jeune doyen des chefs d'ETAT de la sous-région, FAURE GNASSINGBE est à soutenir à tout prix, surtout qu'il est sage... En plus, le port en eau profonde de Lomé est un atout de taille pour le Président togolais, car les européens, les chinois, les américains, et les pays du Golfe l'adoubent !

C'est par notre port que passent toutes les exportations américaines, chinoises, européennes vers les pays du SAHEL et c'est par Lomé que peut partir une expédition américaine de grande envergure vers l'hinterland... Et le réveil tonitruant de la CHINE a fait le reste ! Ministres et diplomates français, allemands, chinois courtisent Faure Gnassingbé et la visite d'Etat du Président

togolais en Allemagne ces derniers jours en dit long ! Soixante milliards de FCFA d'aide au lieu des 40 promis, 200 entrepreneurs qui vont débarquer bientôt à Lomé, le Président togolais a misé juste !

**C) La vision pragmatique de Faure Gnassingbé**

Je le disais au début, Faure Gnassingbé est modéré, pragmatique, réaliste... Les conditions dans lesquelles il est arrivé au pouvoir en 2005 l'ont traumatisé, mais en même temps assagi et c'est pourquoi il avance lentement, prudemment, et donne l'impression de tergiverser ! Bien sûr, comme tout être humain, il a commis certaines erreurs d'appréciation, mais globalement, il a bien mené sa barque depuis son arrivée au pouvoir ! Il a évité intelligemment les pièges grossiers à lui tendus par certains opposants et enlevé les saletés que lui jettent certains, sans s'énerver, sans précipitation, dans une stratosphère politique pourrie et que tentent de pourrir plus certains togolais, mais en vain !

Aujourd'hui, l'Occident, l'Orient et le Golfe lui tendent le bras, parce qu'il a réussi le pari difficile de conduire le Togo à bon port, pour le bonheur des uns et des autres ! Mais la tâche est rude et loin d'être terminée : les salaires sont trop bas, le découragement et la paresse s'emparent des jeunes, l'incivisme galope et la paupérisation s'accroît...

Alors, Monsieur le Président, vous n'êtes pas au bout de vos peines et de vos efforts !

**Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie Sécuritaire**

## POLÉMIQUE AUTOUR DES RÉFORMES ET DE LA DÉCENTRALISATION AU TOGO : LES PARTIS POLITIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE ONT DÉBATTU DE LA QUESTION

Suite de la page 3

tenant compte de la communalisation intégrale.

M. Amlalo n'a pas manqué d'évoquer les étapes qui doivent être parcourues, notamment la création des collectivités territoriales, le recensement, le volet communication et les élections locales qui ne sont pas encore prévues dans le temps mais qui, selon le Directeur de la décentralisation, peuvent avoir lieu en 2017.

La problématique de la décentralisation et les réformes politiques au Togo sont des sujets qui n'ont cessé à créer des polémiques dans le giron politique et au sein de la population. Mais en espèce de la caducité de l'APG qui donne des grincements de dents au point de semer un flou, il convient de faire remarquer que, le pouvoir est nourri d'une bonne volonté d'opérer les réformes constitutionnelles

et institutionnelles selon l'esprit et la lettre de l'APG. Raison pour laquelle, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, lors de ses discours à la nation évoque toujours cette question en appelant toute la classe politique de privilégier la voie du dialogue et de la concertation. Pour parler de la caducité qui donne matière aux tergiversations, il faut avouer que, les points de cet accord n'ont pas été tous vidés. Mais les efforts sont consentis de la part du parti au pouvoir qui ne lésine pas sur les moyens en respectant les points restés en suspens dans ce document. Dans une certaine mesure, il y a du mieux dans l'opérationnalisation des réformes politiques qui sont mise en branle par la mise en place de la CENI, le redécoupage électoral, et bien d'autres choses.

Au demeurant, la force de la démocratie se trouve dans les

débats contradictoires où chacun est libre de donner son point de vue sur des questions qui engagent le pays. Les deux points sensibles que sont la décentralisation et les réformes politiques sont nécessaires dans une démocratie et le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, lors de son discours à la nation le 26 Avril dernier est revenu largement sur ces sujets en demandant à la classe politique. L'APG qui est au centre de vives critiques a-t-il prévu le délai d'exécution des points confinés dans cet accord ?

Mais au regard de la loi fondamentale, le débat citoyen doit avoir lieu à la commission des lois à l'assemblée nationale où les élus du peuple seront amenés à se pencher sur ces questions. Toutes les gesticulations qui ont cours au sein des partis politiques et leurs partisans n'ont pas leur raison d'être.

**KADI**



À PARTIR  
DU 17  
MAI 2016

# TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**  
vers tous les réseaux nationaux

Leader

" Moi Mon **TARIF**  
est **UNIQUE** "

**60<sup>F</sup>**  
TTC LA MINUTE



Privilège

" Moi aussi  
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

**65<sup>F</sup>**  
TTC LA MINUTE



Classique

" Moi aussi  
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

**80<sup>F</sup>**  
TTC LA MINUTE



Jeunes

" Moi aussi  
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

**85<sup>F</sup>**  
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes